

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 236
VENDREDI 28 JUILLET 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

Notre réponse à Staline

(Voir page 3)

Du scandale de la Cour des Comptes à « l'Union sacrée »

A PRES un an et demi d'étude la Cour des Comptes a déposée ses conclusions où l'on relève les têtes de chapitres suivantes : irrégularités concernant l'emploi des crédits, infraction au principe de l'autorisation préalable, procédures irrégulières communes à tous les ministères. Ensuite l'activité de ces messieurs est minutieusement éplichée tout au long d'un imposant « Officiel » paru le 30 juin et dont nous étudions les quelques 145 pages. Cette lecture est des plus édifiantes. Nous savons que nos « honnables » avaient dilapidé en deux ans, quelque mille milliards en châteaux, bijoux, voyages et autres lampadaires chinois, qu'ils avaient mis le Garde-Meuble National en coupe réglée. Pourtant une discrétion bien compréhensible entoure le calme travail de la Cour des Comptes. On s'efforce de tous côtés, aussi bien dans la presse que dans les milieux intéressés, d'observer un prudent silence au sujet des agissements des « camarades de la IV^e » qui tous ont trempé à qui mieux mieux dans la plus monumentale des escroqueries. Le P.C.F. toujours si prompt à saisir des occasions d'effervescence se tait.

En sa qualité de troisième larron du défunt tripartisme, il s'est, à l'époque, largement compromis à cause des Tillon, Croizat et consort qui se partagèrent le butin avec les Teitgen, de Gaulle, Ramadier, Pineau et Cie. A l'autre extrémité même silencie. Au centre, idem. Les hommes de la IV^e sont tous complices. Et ce scandale ira rejoindre dans les oublies du Palais-Bourbon celui des généraux et tous ceux qui l'ont précédé.

*

En ce jour où la menace de guerre se fait de plus en plus lourde, Auriol vient de lancer un appel à l'union et nous convie aux plus durs sacrifices pour maintenir la paix. Du moins il nous l'affirme. Mais quoi, l'union autour de ce gouvernement, autour des pillard du Palais-Bourbon ? L'union autour de ces généraux prévaricateurs, l'union pour détruire la France des mercantis, du minimum vital, de la liberté fraternelle, de la ploutocratie ? La comédie a trop duré. Tout homme digne de ce nom sait bien ce qu'il lui reste à faire. La France c'est la forêt de Bondy, le français, une étiquette valable pour l'industriel réactionnaire et pour le pauvre hère qui trime afin de ne pas mourir de faim. Et ce n'est sûrement pas en décrétant « l'union sacrée » entre l'escarpe et la victime qu'on pourra sauver la liberté et la paix. Mais l'union de toutes les victimes dressées contre les escarpes pourra supprimer la forêt de Bondy et faire triompher la vraie liberté et la vraie paix.



Avec le sourire...

M. Henri Fresnay, citoirant le Congrès National du mouvement « Fédération », a déclaré :

Il n'y a dans le monde qu'une seule puissance d'agression : l'U.R.S.S. Le monde libre ne peut compter que sur une seule protection : celle de la bombe atomique...»

Hélas ! M. Hamon Baldwin, rédacteur militaire du « New York Times », s'empresse de calmer les « ardeurs pacifistes » de M. H. Fresnay, car écrit-il :

...Nous avons peu de bombes atomiques, tellement peu que même si leur emploi était justifié on devrait étudier le plus soigneusement possible l'importance stratégique des objectifs que l'on se propose d'atteindre. Autrement dit, nous n'avons pas assez de bombes atomiques pour bombarder même les objectifs les plus importants que se trouvent en U.R.S.S., et encore moins ailleurs dans le monde...»

Voilà une déclaration qui va jeter l'épouvante dans le cœur de tous les hommes sincèrement attachés à la paix et à la liberté. Notre seule chance de protection, qui fit ses preuves à Hiroshima et plus de 200.000 victimes ainsi que l'affirme le maire de cette ville, notre seule chance de protection, disons-nous est donc illusoire ! Espérons tout de même que nos « protecteurs », les Truman, Staline et Cie, secondés par leurs propagandistes généraux, Fresnay, Thorez et consorts, vont se mettre dare-dare à l'ouvrage, afin de sortir quelque merveilleux engin capable de faire sauter la Terre. Afin de nous assurer la paix !

Que veut Staline ? Que peut Truman ?

AVEC LA MOBILISATION INDUSTRIELLE AMÉRICAINE
LA LUTTE POUR L'HÉGÉMONIE MONDIALE A COMMENCÉ

LE 26 juin 1950, la guerre éclate en Corée. Vingt-six jours après, le 21 juillet, Truman lance son message qui se termine par cette phrase : « Nous combattions pour la liberté et pour la paix et Dieu aidant nous atteindrons notre but ». L'ère de guerre froide est terminée. La machine américaine a pris son élan, personne au monde ne peut savoir où elle s'arrêtera. Maintenant nous sommes déjà à mi-chemin entre une paix chargée de menaces, point de départ, et l'embarcation universelle, point d'arrivée. Il n'a fallu que trois semaines pour précipiter la course d'événements dont les sources se découvrent dans l'inépuisable volonté d'hégémonie mondiale des deux blocs affrontés.

On ne peut plus aujourd'hui nourrir la moindre illusion quant à un apaisement prolongé de la tension internationale. La surcharge est trop considérable, elle ravage le « Pays du matin calme », demain elle trouvera peut-être d'autres points pour se dédendre dans les dévastations.

Après les tentatives d'arbitrages avortées de l'Angleterre et du pandit Nehru, après la réponse de Staline, une dangereuse rigidité s'observe de part et d'autre. C'est en vain que l'on cherche quelles pourraient être les voies menant sinon à la paix du moins à une trêve de quelques années. Notre avenir immédiat est en jeu. Les propositions de Staline, c'était à prévoir, n'ont même pas retenu l'attention de la Maison Blanche. Lancée dans une compétition dont l'enjeu, que l'on voudrait encore lointain, est de triompher non pas tant en Corée mais de triompher de l'U.R.S.S., l'Amérique ne peut accepter l'entrée de Mao à l'O.N.U. et le retour du Kremlin dans cet organisme.

Ces deux puissances, grâce au droit de veto, pourraient s'opposer à toute solution concernant la Corée qui ne leur conviendrait pas. D'autre part une décision de Staline en Yougoslavie, par le truchement de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, contraindrait l'Amérique à intervenir envers et contre les décisions du Conseil de Sécurité paralysé par le veto. Et les U.S.A. se verront immédiatement accusés de contreviennent aux décisions de l'O.N.U. qui ne pourraient plus qu'être conformes aux intérêts du bloc oriental. Notons encore que la proposition d'entendre un « représentant » du peuple coréen témoigne, de la part de Moscou, d'une volonté de rester dans une imprécision excluant toute possibilité de négociations. Et l'activité des chancelleries anglaise et indienne n'a pu empêcher la mise sur pied de guerre d'une économie américaine ni atténuer les menaces qui se lèvent sur Berlin, aux frontières yougoslaves et en Iran.

Que veut Staline ?

Toute la situation dépend d'une seule question : le conflit pourra-t-il être localisé ? Les efforts diplomatiques tendent vers ce but. En mettant les choses au mieux supposons que cela

réussisse. Mais alors une seconde question se pose : Staline se serait-il lancé dans une telle aventure pour si peu ? S'il gagne la partie, si les Américains sont rejettés à la mer, la Corée du Sud, base stratégique importante pour un adversaire éventuel du Japon, sera à lui. Mais il aura quand même essayé un échec considérable : l'effort de réarmement sans précédent (en temps de paix) des U.S.A. Or il n'est pas du tout acquis que les troupes yankees marchent vers la défaite encore que les apparences le donnent à penser. Et en admettant cette éventualité, la guerre ne serait pas pour autant terminée, on peut augurer que des périodiques bombardements rendraient impossible l'exploitation de la victoire par l'établissement d'une base fortifiée.

Maintenant, et à cause de Staline, le temps travaille, avec la rapidité que l'on sait, pour les U.S.A., la marge de supériorité de l'U.R.S.S. va diminuer jour sur jour.

Est-il possible que le Politburo n'ait envisagé une telle éventualité ? Cela paraît invraisemblable.

On a émis l'hypothèse selon laquelle Staline cherche à user son adversaire au moyen de combats mineurs en Corée, en Indochine, plus tard à Formose, en Yougoslavie et nous ajoutons : avant de lui porter le coup de grâce.

par ERIC-ALBERT

C'est possible. Encore est-on en droit de se demander si l'industrie américaine, dans un délai plus ou moins long, n'est pas capable de faire face à ces combats. Et d'autant plus qu'ils se limitent forcément aux points que nous venons d'indiquer. Ailleurs, en Iran, à Berlin, en Grèce, le contact serait direct. Que veut Staline ? Empêcher le réarmement de l'Europe atlantique, mais également pousser les Américains dans l'erreur de vouloir déclencher ce continent en même temps que l'Asie, ce qui actuellement leur est impossible. Mais Truman tombera-t-il dans un piège aussi grossier ? On sait très bien que l'Europe, en cas de guerre, et même si celle-ci n'éclate que dans un an ou deux, sera abandonnée ; on sait très bien que la réarmement suffisamment pour pouvoir faire face aux 200 divisions russes est impossible. Alors de deux choses l'une : ou Staline précipite les événements et la guerre est pour un avenir proche, ou il s'arrête et attend que son adversaire soit prêt. La conclusion n'a pas besoin d'être formulée !...

L'Europe hésite

L'Angleterre a pris une position nette. Pas de prime à l'agression, elle a suspendu ses livraisons de pétrole à la Chine de Mao, et devant le danger commun le duel pétrole-dollar, pétrole-sterling est arrêté. Les complications diplomatiques résultant du fait qu'elle a reconnu Mao, la sourde hostilité qui l'opposait aux U.S.A. en Asie, la propagation à ne pas se confondre ni avec l'Europe ni avec l'Amérique, celle qui la pousse à jouer son jeu sur l'échiquier mondial, tout semble bien s'estomper dans une brume d'où émerge une nouvelle politique d'armements et de résistance aux côtés de l'Amérique. Churchill et Attlee sont d'accord, comme outre-Atlantique républicains et démocrates.

Gasperi fait de même, et il est question de maintenir la classe 49 sous les drapeaux en attendant d'autres mesures dont le moins que l'on puisse en dire est qu'elles ne serviront, le cas échéant, qu'à un odieux « baroud d'honneur ». Les appels de Truman demandant aux Occidentaux d'intensifier leurs armements ne rencontrent pas beaucoup d'échos sauf en Angleterre. Les hommes d'Etat sentent bien qu'il est trop tard. La France, l'Italie, le Benelux, l'Allemagne de Bonn à peine convalescents de la dernière boucherie sont totalement incapables du moindre effort sérieux. De plus imposer à ces pays des servitudes économiques, amplifiées à l'échelle d'un réarmement relativement énorme provoquerait des troubles sociaux dont Staline bénéficierait largement.

Sur le plan militaire et diplomatique, il faut bien le dire, la situation des peuples apparaît grave. Mais il ya des raisons d'agir, de lutter. Notre camarade Fontaine en parle ci-dessous.

L'ENNEMI DE LA PAIX numéro 1

IL est des faits qui parlent si clairement que l'on hésite à les commenter.

Telle est l'aventure du plan Schuman.

Essai bien timide pourtant que ce plan, et qui n'avait d'autre ambition que d'unifier les industries charbonnières de quelques pays directement intéressés. Mais il n'en fallut pas plus pour annoncer que l'Union Européenne entrait dans la voie des réalisations !

Or, au risque d'étonner nombre de lecteurs, oserai-je dire qu'à la base du plan Schuman se trouve — à défaut de véritable idéalisme — une part de sincérité. Sincérité à base de compréhension et compréhension à la portée d'un collégium de 14 ans.

Que le bassin charbonnier et industriel, Lorraine, Borinage, Liège, Limbourg, Ruhr et Sarre devrait constituer un ensemble coordonné et qui est probablement absurde que cette coordination soit parachevée par les barrières de cinq ou six frontières, voilà, en effet, qui n'est pas malaisé à comprendre.

On insinue, il est vrai, que comme bien des choses de nos jours, l'idée première de ce « pool » est d'inspiration U.S.A. Que MM. Truman, Acheson et Cie soient capables du pire machiavélisme, c'est fort possible, mais lorsqu'ils condamnent un système politico-économique qui interdit de transporter du charbon dans un rayon de 200 kilomètres sans se heurter à des douanes et à des difficultés de licences, contingentement, autorisation de change, etc., etc., cela prouve simplement que ces messieurs ne sont pas totalement idiots. Au surplus, vivant dans un pays dont l'espace économique va de San Francisco à New-York et de la frontière du Mexique à celle du Canada, il est compréhensible que le régime frontalier de certaines régions d'Europe leur semble aussi absurde que le système de l'octroi dont se souviennent les Français d'âge mûr.

Et c'est pour cela qu'en France, pays du progrès, de la lumière, de la liberté, etc., certains hôteliers parisiens, clients de leur supériorité de Français éclairés refusent de recevoir des hommes de couleur, les noirs en particulier. C'est M. Jean Minioz, député socialiste, qui nous l'apprend. Les noirs, n'est-ce pas..., tout juste bons à combattre en Corée. Pour la paix, la liberté... et l'anarchisme. Et le bien-être des peuples, ne l'oublions pas. Bien-être gravement menacé en France par une révolte de blé tellement abondante qu'un sénateur réclame, pour cette révolte, une prime de conservation afin d'éviter la catastrophe d'un effondrement des cours.

Si nous n'avions pas de sénateurs, que deviendrions-nous ? Je vous le demande ? Nous aurions trop de blé, pas de « bombe », des noirs plein les hôpitaux. Ce serait affreux.

Henri MAY.

DE NOUVEAUX SACRIFICES : le manœuvre devient « léger »

LE discours dominical du Président de la République à l'Assemblée nationale est venu à point truffer l'actualité d'une politique intérieure vouée par le gouvernement Pleven à l'immobilisme qui illustre si tristement ses prédécesseurs. Et c'est au nom de Poincaré, sinistre crapule réactionnaire — vieil ami de Cachin auquel il confia les pouvoirs particuliers, qu'Auriol convie les Français à consentir de lourds « sacrifices ». Et pour qui sait ce que parler veut dire, cela signifie en clair que les travailleurs doivent d'une part abandonner leurs revendications intempestives et d'autre part s'attendre à une surexplotation, motivée par l'augmentation inévitable des crédits militaires.

On pouvait supposer qu'Auriol aurait fait hypocritement allusion à la neutralité, tel Nehru. Bien au contraire, il salut l'appartition — trop tardive à son gré — de l'armée internationale de l'O.N.U. et se réjouit de l'intervention américaine en Corée. Il ne faut pas chercher la franchise là où il n'y a que basseesse et impuissance — nous voici prévenus. La France marche vers la guerre. Déjà un avis français est engagé dans le conflit et les opérations de nettoyages en Indochine sont intensifiées. En cela le choix de Poincaré était très judicieux. Pendant que les médiocres du Palais Bourbon s'affrontent sur le pastis et le cocaïne — les ministres préparent en coulisse les modalités d'application des impératifs du pacte Atlantique. La nomination d'un Jules Moch à la Défense nationale est très caractéristique. Qu'on ne se trompe pas sur la politique » de la SFIO. Les déclarations de

Pierre Commin, secrétaire général adjoint de ce parti — selon lequel la sécurité militaire sans justice sociale serait illusoire — ne changeront rien au fait que le réarmement intensif du pays imposera aux travailleurs de nouvelles privations. Il n'est pas douteux que leurs revendications resteront sans réponse.

Le compte rendu de la commission des conventions collectives est édifiant. Et plus édifiant encore est l'attitude des centrales syndicales qui participeront aux travaux et en accepteront les conclusions : 7.152 francs par mois — amanceuvre « léger » — pour sa nourriture. La démagogie de la C.G.T. et la soumission de F.O. et de la C.F.T.C. ne sont plus à démontrer. Que vaut alors le slogan du syndicat stalinien sur le minimum vital à 19.000 francs ? Où est la réaction des syndicats libres contre les nouvelles mesures visant l'augmentation de la durée du service militaire, cu l'appel prémature de certaines classes, en attendant mieux ? Jamais la nécessité d'une action vigoureuse des travailleurs n'a été si flagrante. Et s'il n'est pas comme dit l'inéfable Guy Mollet — de liberté sans courage — la notre ne dépend plus que de notre action.

Roland DESACIS.

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e

LES RÉFLEXES DU PASSANT



LE DÉFILEUR

général il en ignore le sens, mais éprouve toujours une intense satisfaction d'en être le porteur. Le drapeau tricolore, stalinien ou gaulliste, jouit d'une abondante popularité, compte des adorateurs, tous défilés plus ou moins chevronnés, tous amateurs de nourritures pré-digérées dans le goût de : « La France aux Français », « Vive la hiérarchie ! », « La Corée aux Coréens ! », « Les olifs au travail », etc... Un défilé consacré et organisé ne demande jamais d'explications, il proclame aujourd'hui :

Vive les 40 heures ! et demander le contraire. L'essentiel est de défilé. Et d'obéir. Déjà à l'école on lui avait enseigné de principe qui seul fabrique un patriote ardent comme un plat de macaroni au gratin. Or, le défileur se souvient de ces nobles enseignements et ne s'en laisse pas compter. Son siège est fait. Il attend « son » gouvernement qui, toujours, est en butte à des oppositions diverses, obligeant le défileur à proclamer des mots d'ordre diamétriquement opposés à ceux pour lesquels hier il défilait.

Mais cela n'a aucune importance, le « bon gouvernement » ayant pour but la Paix et la Liberté. Au besoin par la guerre. La guerre juste, bien entendu.

OLIVE.

L'ignorance à peu près totale du but de la manifestation caractérise le défilleur. Cela s'explique aisément : s'il connaît les tenants et les aboutissants de ces promenades périodiques Bastille-Nation, il restera sûrement chez lui. Hélas ! sa matière grise est particulièrement rebelle aux efforts qu'exige la connaissance de la conjoncture. Et grâce à cette infériorité (hautement bénéfique pour ses chefs) il éprouve le besoin d'adorer des fétiches. Selon le cas, ceux de droite ou ceux d'extrême-gauche pour autant qu'il est encore possible d'établir une distinction entre ces deux extrêmes.

Le défileur s'alligne et marche dans le calme et la dignité inséparables du minimum vital à 12.000 francs. Les emblèmes lui sont indispensables. En

La bataille de l'Enseignement

P. O. LAPIE, Ministre

N'OTRE » nouveau ministre de l'Education Nationale a révélé au cours des débats de l'assemblée nationale du 18 juillet, à propos du budget de son ministère, des qualités estimables, telles que la douceur alliée à la brutalité. On n'attendait pas moins, d'un socialiste intégral et dévoué, qui fait honneur au parti de Jules Moch et nous n'aurons jamais dans ces colonnes à lui adresser que des félicitations. N'a-t-il pas, d'ailleurs déclaré, que tout membre de l'enseignement qui caricaturerait et injurierait grossièrement le grand maître de l'Université, serait, comme un professeur de Périgueux, l'objet d'une sanction, délibérée d'ailleurs par le Conseil académique ? (J. O. du 18-7-50). Mais il est vrai que les faits que nous rapporterons à nos lecteurs seront assez éloquents pour eux-mêmes, pour que nous n'ayons pas à craindre de subir les foudres du grand maître, pour

débit « de caricature grossière et d'injures »...

Et nous nous permettrons de citer « le Monde », qui écrivait à propos des débats en question : « Quel que soit l'intérêt des observations formulées par plusieurs orateurs, l'étude du budget semble de plus en plus être considérée comme une sorte de fourre-tout. Ce n'est évidemment pas en pareille circonstance que l'on peut débattre des réformes essentielles telles que cette réforme d'ensemble de l'enseignement évoquée par Mme Lambin (M.R.P.) à propos du recrutement des professeurs stagiaires du second degré, de leur formation pédagogique et de l'obtention du certificat d'aptitude. Le ministre l'a reconnu, qui a proposé de fournir toutes explications et de recueillir toute suggestion devant la Commission de l'Education nationale, ce qu'a accepté le président de cette dernière, M. Billerey (radical) » (19 juillet, page 6).

Ce qui revient à dire, que tout le bla-bla débité à l'assemblée le 18 juillet n'était que passe-temps. Eh oui ! Toutes les observations « judicieuses » sur les statuts des instituteurs et institutrices intérimaires, l'admission dans les écoles maternelles, les frais de suppléance dans les écoles primaires élémentaires, la situation du personnel exerçant dans des postes déshérités, les allocations aux médallards de l'enseignement primaire, le sort des agents des bibliothèques et des archivistes départementaux, l'hygiène scolaire, les frais de déplacement des inspecteurs d'académie, l'enseignement agricole, l'éducation physique, le château de Versailles, l'Institut de France, n'ont été que des thèmes rapidement débattus et bâclés par les élus du « Peuple ».

*

— Contre Staline, sans être pour Truman, — Contre Truman, sans être pour Staline.

*

Pour les mois à venir, et pour l'Europe Occidentale en particulier, le danger le plus grave est l'invasion stalinienne, l'oppression bourgeoise stalinienne.

*

Il faut bien dire que même si nous avons des années devant nous, les forces de notre Internationale ne seront pas capables, au moins au ~~point de conflit~~, de peser d'une manière généralisée, de peser de façon importante. Mais elles croîtront dans la mesure où, au milieu de l'opposition populaire croissante, le mouvement anarchiste ne sera pas absent. Nos militants seront donc au combat, au chantier, à l'usine pour les uns, au maquis pour les autres. Mais répartition des tâches, construction des réseaux, des départs, des déplacements, etc... tout cela rend nécessaires des dispositions pratiques. Nos militants savent que l'Internationale, et au premier rang, notre F. A., s'en sont préoccupés. Qu'ils sachent dire à nos amis sympathisants et à tous les travailleurs qui les entourent qu'ils n'ont plus qu'un choix : ou bien attendre passivement l'esclavage, le plus horrible qui se puisse imaginer, et pour beaucoup la mort, lente ou brutale. Ou bien venir avec nous pour préparer le combat clandestin ou armé, sachant que là aussi est le danger, mais qu'on ne peut vivre dignement en homme, et non en esclave.

FONTAINE.

*

L'EMPEREUR A NICE !

Princes et révolution

Comme chacun sait, « Nos Princes », prétendants aux trônes de roi, empereur et autres sinécures, se sont vus ouvrir les portes de leur chère patrie. Si les plus vaillants artisans de la Paix et les défenseurs passionnés de la Liberté restent proscrits ou en prison, nous pouvons suivre dans la presse tous les mouvements des Altesses de France. Nous savons que le comte de Paris a fait pipi à Orléans et qu'il envisage de remettre en état un grand château de la Loire qui lui appartient... Dans ma candeur, je croyais que la Révolution avait déboulé tous ces malheureux.

Il en sera ainsi, hélas ! pour tous les peuples, aussi longtemps qu'ils feront confiance aux politiciens et autres défenseurs de l'ordre et de l'autorité, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris qu'eux seuls doivent organiser et gérer leurs affaires pour leur bien-être et leur liberté.

Nous n'attachons certes aucun intérêt aux pétitions des officiels du régime en ce jour « glorieux ». Pourtant, cette année, il nous semble que les convenances ont été largement boucoulées dans notre ville de Nice.

Mais où la farce devient drôle, c'est quand le Conseil municipal de Nice invite un de ces Messieurs, pour augmenter l'éclat du 14 juillet. Nous pouvons penser que c'est un manque de tact, mais nous osons préciser si c'est à l'égard du peuple ou envers les « Princes ».

C'est en grande pompe que le Prince Napoléon a été reçu. Rien ne manquait, député-maire, uniformes, soutanes, banquet et visite de l'exposition napoléonienne... le tout protégé par un double cordon d'argouins « républicains ».

Nice, la grande cité républicaine, peut être fière de ses représentants. Ils lui choisissent des hôtes de qualité... ceux qu'elle mérite, puisqu'aucune protestation ne s'est élevée.

Vive la République... Et la fête continue.

ROGER-A. PAON.

P.S. — « L'Assemblée nationale a terminé cette après-midi avec l'examen du budget de l'Education nationale. L'ensemble n'a d'ailleurs pas pu être voté, uniquement parce que l'article concernant les subventions pour « activités théâtrales » a été réservé après que divers orateurs aient déploré l'insuffisance de l'aide apportée aux entreprises lyriques de province. De plus, le socialiste (?) Deixonne est intervenu au chapitre affectant 135 millions aux « Maisons de la culture », « Mouvements de jeunesse » et « Maisons des Jeunes », pour demander la suppression dans ce libellé des mots « Mouvements de jeunesse ».

« Une chose, dit-il, est de subventionner ces maisons de jeunesse

dont André Philip a défini le rôle et qui pratiquent une laïcité active, autre chose est de subventionner directement des mouvements au risque de les domestiquer et contrairement à la règle qui veut que les subventions de l'Etat ne soient pas distribuées à des organismes de caractère politique ou confessionnel ».

Cet amendement est adopté par 319 voix contre 238.

Si nous avons bien compris, les Auberges de Jeunesse sont des organismes confessionnels et politiques, la S.F.I.O. un parti luttant contre l'emprise de l'Etat sur la vie sociale, et les crédits de l'Education nationale ne seraient pas uniquement répartis entre la préparation militaire et la course aux « armements » C.Q.F.D. !

Paris, 22 juillet. — Dernière heure : L'Assemblée Nationale, revenant sur sa décision du 19 juillet qui nous informait de ses intentions réelles, vient d'une part, de voter les crédits de l'enseignement, en laissant carte blanche au ministre pour l'aménagement, d'autre part, à la suite d'une manœuvre M.R.P., les 135 millions pour les jeunes sont rétablis, non pas pour « Les mouvements de Jeunes », mais pour les « Activités agréées » desdits mouvements. C'est-à-dire que l'Etat dispose maintenant d'une arme idéale pour diriger toutes les activités de ces mouvements, puisqu'il a la possibilité d'en permettre certaines et de brimer la réalisation de celles qui lui déplaisent. Du bon travail, M. P.-O.

Parties !

Entre autres œuvres qui méritaient d'être mentionnées ici, citons ce « Jean Rictus », poète des miséreux qui, à un récent Salon, et tant par la force d'expression de ses traits que par son originalité, frappaient les visiteurs et les retardait longuement. Comment ne pas parler aussi de ce Christ, qui évoque toute la souffrance humaine, à la vue duquel l'esprit s'insurge, se révolte, alors que les crucifix du type religieux appellent le pardon et invitent à la soumission.

Citons encore ce « Pompey » (qui n'en venait d'achever), destiné à la mise en scène d'une pièce théâtrale du même nom, dont la presse a fait étalement en termes louangeux, mais en se gardant bien de révéler aux lecteurs l'auteur, car celui-ci n'aurait jamais accepté de combinaisons publicitaires susceptibles de faire connaître son nom au « grand public » à des fins mercantiles.

Que sa compagnie et tous les siens, si sûrement éprouvés, trouvent ici l'assurance de notre sympathie. Connaissons la valeur de ce qu'ils perdent, nous ne sommes que plus touchés par le malheur qui les frappe.

H. B.

Le C.N. de la Fédération Anarchiste s'associe pleinement à l'hommage rendu par le groupe Paris-13^e à la mémoire de Jean Griveau. Il y a quelques jours, nous avions eu encore la joie de le retrouver à une réunion de son groupe au cours de laquelle nous étions allés préciser quelques points administratifs. Nous l'avions trouvé, comme toujours, fraternel et ouvert. C'est l'un des meilleurs d'entre nous qui disparaît.

LE C. N.

COURRIER ADMINISTRATIF

Nous prions le camarade d'un Comité des Chômeurs de la région de Saint-Brieuc de nous envoyer son adresse pour réponse.

LE C. N.

ÉTUDES ANARCHISTES

Notre N° 6 a vivement intéressé vos lecteurs.

Nous préparons pour octobre un N° 7 centré sur la question de l'ETAT, dans lequel nous envisageons de confronter toutes les thèses émises sur l'Etat, depuis celle de « Mein Kampf » jusqu'à celle de Kropotkin.

Le numéro spécial sur la Résistance annoncé il y a quelques mois vers le jour ensuite, lorsque nous aurons recueilli la collaboration nécessaire.

SOMMAIRE DU N° 6

1. Editorial. Révision.
2. Le rôle des leaders et l'auto-organisation des masses. — Fontaine.
3. Syndicalisme vivant. — Parane.
4. La distribution socialiste (fin). — Laval.

Abonnement. — 5 N°s : 175 francs.

10 N°s : 350 francs

Etienne Guillemau, 145, quai de Valmy C.C.P. 5072-14 Paris

COMMUNIQUÉS SYNDICIAUX

NOTE. — Dans cette rubrique, nous ne pouvons insérer que les communiqués importants et émanant de minorités ou de syndicats révolutionnaires.

*

ROUEN: Union sociale C.N.T. Dimanche 30 juillet 1950, à 14 heures, salle Le-franc, rue de la Bibliothèque, grande réunion publique et contradictoire « La C.N.T. Ses buts. Sa position face aux problèmes actuels. »

Orateurs : Rotot Edouard. Sans Sicart.

LE CONGRÈS

DE L'UNION INTERNATIONALE ANTIRACISTE

L'Union Internationale Antiraciste a tenu son Congrès au mois de juin. La F. A. présente partout là où des hommes luttent pour la libération humaine, s'y était fait représenter.

Ne pouvant donner ici qu'un bref résumé de ces assises, nous signalerons quelques résolutions et motions intéressantes.

Sur les camps de concentration : « Ils... marquent toujours pour les pays qui les créent ou les maintiennent le caractère dictatorial de leur régime. »

Au sujet du problème étudiant, P. O. Lapie a déclaré qu'il en étudierait spécialement le sort à propos des cités universitaires et de la sécurité sociale. Nous le verrons, hélas ! peut-être à l'œuvre.

Toujours est-il qu'il ne s'agit pas, une fois de plus, que d'une mystification. Pourquoi ? Parce qu'en vertu de la loi des maxima, l'Assemblée n'avait nullement le pouvoir d'augmenter les crédits. N'ayant donc aucun moyen de déterminer les chiffres qui lui sont proposés, sa seule arme serait le refus du vote... au cas où, bien entendu, elle voudrait empêcher la faille du trop misérable enseignement public de l'Etat français. Que l'on se rassure sur ce point : Les militants professeurs, maîtres, instituteurs, éducateurs et étudiants ne risquent absolument pas pour l'instant de se voir déborder par les parlementaires et le gouvernement, dans l'action pour un système éducatif, cohérent, rationnel, sain et humain, ouvert à tous, et permettant à chacun de s'éduquer conformément à ses capacités, par la coopération des enseignants, des professionnels, des parents et des élèves, dans le cadre d'une société harmonieuse.

Aussi convient-il de ne compter que sur nous-mêmes. Nous le savions.

CHARLES.

Paris, 19 juillet.

P.S. — « L'Assemblée nationale a terminé cette après-midi avec l'examen du budget de l'Education nationale. L'ensemble n'a d'ailleurs pas pu être voté, uniquement parce que l'article concernant les subventions pour « activités théâtrales » a été réservé après que divers orateurs aient déploré l'insuffisance de l'aide apportée aux entreprises lyriques de province. De plus, le socialiste (?) Deixonne est intervenu au chapitre affectant 135 millions aux « Maisons de la culture », « Maisons des Jeunes » et « Maisons des Jeunes », pour demander la suppression dans ce libellé des mots « Mouvements de jeunesse ».

« Une chose, dit-il, est de subventionner ces maisons de jeunesse

qui existait avant 1914. Mais dès lors, il résulte que dans le cadre de l'ordre international actuel, toute tentative de réaliser l'Union Européenne est purement utopique. Qu'il est plus utopique encore d'espérer qu'une organisation supérieure ou supranationale puisse être adoptée par des chefs d'Etat dont la raison d'être est précisément de sauvegarder leurs souverainetés.

Ce qui revient à dire que les Etats étaient par définition des institutions centralistes, il est vain de prétendre les fédérer. On ne peut faire de centralisme à l'intérieur et du fédéralisme à l'extérieur.

Tous les hommes qui ont aujourd'hui conscience des réalités historiques reconnaissent, dans la souveraineté nationale des Etats, un obstacle à la paix.

Mais, en réalité, c'est prendre l'effet pour la cause, c'est dans la nature même de l'Etat que réside cet obstacle et l'ennemi de la paix numéro un n'est autre que cette institution traditionnelle et barbare.

ERNESTAN.

Pensez aux
Charbons du « LIBERTAIRE »

LES CHARBONS DU « LIB »

NOIX D'ANTHRACITE 1^{er} CHOIX :

30/50 : 500 kgs... 5.250 fr.

1.000 kgs... 10.500 fr.

BRAISSETTES :

10/30 demi-gras 1.000 k. 6.000 fr.

ATTENTION ! — Une erreur de frappe sur notre prix-court annonce les boulets d'anthracite à 6.540 fr. Il faut lire 7.540.

Veuillez nous en excuser.

L'ENNEMI DE LA PAIX

(Suite de la

LE SYNDICALISME n'est pas au rendez-vous

le refus de la guerre sociale autorise la guerre atomique

QUELS que soient les futurs développements de l'affaire de Corée, on peut considérer que nous sommes au début de la nouvelle guerre que nous prévoyons depuis la « libération ». La psychose est enfin créée, le monde ouvrier est divisé en deux clans, chacun parle patriote. Attendons-nous à être, une nouvelle fois, délivrés, libérés, par les uns ou les autres. Car évidemment, qu'elle soit menée par l'Est, ou par l'Ouest, cette guerre sera sainte, elle sera juste. Vous savez bien qu'aujourd'hui — comme hier — il en est qui sont « sales », d'autres bonnes. C'est pourquoi les signataires de l'appel de Stockholm, où, paraît-il, on prêchait la paix, se sont réjouis très fort, à l'annonce des premiers coups de feu tirés par les Coréens du Nord. L'ennui, c'est que ceux du Sud ont appelé le coup, les copains à la rescouf. Du coup, les salauds sont au sud. De même, on exécute, on fusille, des deux côtés. Qu'à cela ne tienne, il y a des exécutions qui sont justes, logiques, d'autres qui ne sont que des crimes épouvantables.

Pour nous, les bandits sont des deux côtés.

Mais que fait le syndicalisme devant cette nouvelle « conflagration » ? Come d'habitude, il est impuissant, il subit. Jamais il n'a été capable d'agir contre la guerre, ni même de faire quelque chose de tangible pour la prévenir. Il lui reste donc, comme suprême ressource, à prendre parti pour l'un ou l'autre des belligérants. Or, que les peuples vivent sous la dictature de Staline et de sa clique, ou sous le régime libéral du capitalisme occidental, les résultats sont les mêmes : les ouvriers sont ou seront exploités, pressurés, la liberté d'expression restera à sens unique, les assassinats politiques continueront, les prisons seront toujours debout, l'argent imposera toujours sa loi d'airain, le mythe jésuitique de la hiérarchie des valeurs sera glorifié,

la crédulité et la bêtise humaines seront maintenues, développées et exploitées, le mensonge des lois dites « sociales » continuera ses ravages, et chaque nation aura encore deux catégories d'individus : les malins et les couillons, c'est-à-dire les gouvernantes et les gouvernés. Voilà ce qui attend les titulaires des congés payés et d'une surface corrigée de 4 mètres sur 4, que nous sommes. Il ne s'agit pas de dire : « cela dépend ». C'est tout « dépendu ». Système russe ou américain, c'est du kif.

Et pourtant...

On a pu remarquer que le signataire ne parlait jamais à la première personne. Il paraît qu'aujourd'hui il faut qu'il sorte de ce quasi-anonymat, J'ai, en effet, reçu beaucoup de visites et de lettres depuis un mois. Mais je ne suis ni un bonze, ni un prophète. Et il faut être bien malin pour afficher, en ces temps d'obscurantisme, une attitude dénue d'hésitation.

Entre le régime russe et celui de Hitler, il n'y a pas de différence. Peut-être même le premier est-il pire. Nous savons tous ce que nous réserveraient les staliniens au pouvoir.

Si, actuellement, nous n'avons pas le droit de dire tout ce que nous pensons, nous n'aurions, avec eux, que le droit d'approuver. « Discipline, camarades... » Jugulaire et règle... On dit qu'entre deux maux, il faut choisir le moindre. On a dit ça en 1914, puis en 1940. On sait la suite...

LA BATAILLE DE CERDAGNE

Nos camarades de Font-Romeu nous signalent l'effervescence créée dans les milieux patronaux et la direction régionale stalinienne par l'article paru dans notre précédent numéro.

Courage, camarades de Cerdagne. Le Libérateur est décidé à poursuivre sa campagne !

REVUE de la PRESSE syndicale

Les problèmes d'organisation semblent de plus en plus retenir l'attention du P.C.F. et de sa filiale syndicale la C.G.T. Arrachard, dans le *Peuple* du 12 au 19 juillet 1950, pose le problème du recrutement de masse.

« Il est fréquent — dit-il — d'entendre dire, par de nombreux militants, que le nombre de syndiqués est loin de correspondre à l'influence prépondérante de notre C.G.T.. Plus précisément nous devons nous poser la question suivante : Est-ce que toutes les organisations syndicales de la C.G.T. facilitent réellement la venue et le maintien de la grande majorité des travailleurs salariés dans leurs rangs ?

Puis il poursuit :

« Certes, nos camarades sont bien intentionnés lorsqu'ils présentent la C.G.T. fidèle à son orientation fondamentale qui est de regrouper sans distinction politique, philosophique ou religieuse, tous les salariés conscients

de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... Ils ne sont pas moins bien intentionnés en écrivant que les résultats obtenus dans les luttes révolutionnaires témoignent du succès de la C.G.T. et de toutes ses organisations de se trouver constamment à la tête du mouvement des masses ouvrières dans leur lutte contre le capitalisme, lutte ayant pour objectif la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Et Arrachard conclut singulièrement : « Sans aucun doute, tout cela est juste d'un certain point de vue. Mais lorsque l'on sait que le texte en question est destiné à faire adhérer les ouvriers et ouvrières qui sont les plus éloignés de nous l'argumentation utilisée ne peut les convaincre dans leur grande masse. »

On ne pouvait mieux définir le syndicalisme de la centrale stalinienne. Ainsi il est superficiel voire mal venu — de parler d'abolition du salariat et du patronat ou de suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Parlez-nous plutôt des 10 fr. de l'heure de l'Appel de Stockholm ou des 50 ans de Maurice Ca à ce du syndicalisme de masse.

A titre documentaire signalons ces quelques lignes extraites de l'article de R. Dumont, dans l'*Unité*, organe nouvellement créé (n° 2) des comités pour la démocratie et l'unité syndicales.

Fernand ROBERT.

« Les travailleurs restent entravés par les mêmes dirigeants qui ne visent avant tout qu'à servir leurs intérêts de cliques, qu'à utiliser leur appels bureaucratiques au recrutement pour le bloc occidental ou pour le bloc oriental, c'est-à-dire pour perpétuer une division stérilisante favorisant également les chances de guerre. Voilà donc les raisons qui font que ces dirigeants (quelle que soit leur tendance) pluttôt que de réaliser d'urgence pour l'essentiel, un front unique — devant lequel toutes les forces patronales et gouvernementales seraient obligées de plier — se refusent à se concerter, se lancent des exclusives et n'admettent pas d'employer les seuls moyens capables de réaliser partout à la fois, cette unité d'action. Ces moyens c'est à la classe ouvrière de les trouver... Ces moyens résident dans la possibilité immédiate de réaliser réellement et efficacement la mobilisation, en un bloc uni, de toutes les catégories de salariés quelles que soient leurs tendances ou orientations (C.G.T., C.G.T.F.O., C.F.T.C., Autonomes, C.H.T., inorganisés). »

« Le programme immédiat suivant pourrait avoir un caractère suffisamment unitaire pour rassembler l'immense masse des travailleurs. Un acompte, égal pour tous, de 3.000 ou 5.000 francs par mois pour 40 heures de travail par semaine, sans réduction en dessous de cette durée ; Une prime de vacances de 6.000 francs minimum ; — Le retour aux 40 heures ; — L'arrêt des cadences internes ; — La suppression des abattements de zone. »

A. PICARD,

La prison aux vivants ! la liberté pour les morts...

Deux cents cercueils sont arrivés d'Indochine par le « Sontzay » au Port de Marseille, contenant des « héros ».

Quatorze auteurs de motions envoyées aux procureurs de la République de plusieurs départements, protestant contre la condamnation des Squatters d'Angers ont été poursuivis, les magistrats s'étant jugé injustes ! Il faut soutenir ces camarades.

Le 19 juin est arrivé à Rouen le « Pomenal » chargé de 60 tonnes de matériel de guerre. La troupe occupa le pont et la direction supprima le salaire des dockers qui unanimement refusaient de décharger le « Pomenal ».

Le 21 juin à Villeneuve-St-Georges, le chef de train refuse d'accompagner un convoi de matériel de guerre chargé de jeeps gardées par les C.R.S.

Le 21 également à Herbede (Ruhr). Des équipes de sauveteurs travaillent fièreusement pour tenter de dégager trois mineurs pris au piège par l'effondrement d'une galerie dans la mine Jupiter à Herbede.

La Commission de Liaison des Educateurs libertaires s'est réunie

Le jeudi 20 s'est réunie, en session élargie, notre Commission. La présence de camarades de province, à l'occasion du Congrès du S.N.I., a permis d'élaborer un plan de travail national dont nous entretiendrons nos amis, éducateurs par circulaires,

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

LE CONGRÈS NATIONAL des Instituteurs

Le Congrès annuel du Syndicat national des Instituteurs vient de tenir ses assises à Paris les 18, 19, 20 et 21 juillet dans une atmosphère assez calme, sauf à l'ultime séance, qui fut orageuse.

Le matin de la première journée fut consacré à l'audition des envoyés des organisations extérieures au Syndicat national des Instituteurs (S.N.I.).

Des délégués étrangers, seul Michel (Suisse romande) mit l'accent sur l'importance des conceptions pédagogiques pour l'épanouissement d'un esprit internationaliste et pacifique.

La présence du représentant yougoslave appela la protestation de Ducol (tendance C.G.T.) et son apparition provoqua le départ d'un certain nombre de délégués, au milieu de mouvements divers. Premières manifestations d'une hostilité concertée envers le tissisme.

Albert Bojet apporta traditionnellement l'appui des 1.500.000 membres de la Ligue de l'Enseignement dans la lutte pour la défense de la laïcité. Ces déclarations qui auraient pu paraître de pure forme en d'autres temps, prennent aujourd'hui un sens crucial. Et nous y reviendrons.

L'après-midi était réservée aux travaux des diverses commissions. La deuxième journée fut entièrement consacrée à la présentation, à la discussion et au vote du rapport moral.

Le temps réparti pour les interventions permit aux minoritaires (tendance C.G.T. et tendance Ecole émancipée) de s'exprimer largement. Peu d'interventions étaient constamment à l'ordre du jour. Et c'était fatal.

Des quelque 40 orateurs inscrits, Labrunie, membre du bureau, fut le meilleur représentant cégétiste, avec la mort, sur les côtes de Corée. La faute en incombe aux réformistes forcenés, que le manque de courage a incités à soutenir la hiérarchie, à renvoyer les 40 heures aux calendes, à accepter la collaboration avec le patronat et les gouvernements, à refuser la grève « gestionnaire » comme moyen de combat. Pensez, ce serait la révolution !

Mais les révolutionnaires ont leur petite part dans cette défaite, qui ont été incapables de cohésion. Aujourd'hui, quel syndicat peut se prétendre vraiment révolutionnaire ? Ne voit-on pas — sans surprise — la C.N.T. déclarer que la grève « gestionnaire » est une utopie ? On a vraiment peur de la nouveauté ! Après le grève-fiasco de Michelin qui dura deux mois, on avouera que certains ont la tête dure.

Si nous avions obtenu, dès 1945, les quarante heures, si la hiérarchie avait été comprimée ; si les salaires étaient décents ; si les responsables syndicaux étaient des hommes ; si les syndiqués avaient été autre chose que des moutons, ils n'avaient pas manqué de virilité ; si, au lieu de chercher leurs défenseurs parmi les politiciens, ils les avaient pris parmi eux, nous ne serions pas, aujourd'hui, placés devant ce choix impossible.

Et c'est ce moment particulièrement difficile que l'on choisit pour nous proposer un « salaire alimentaire vital » — bel euphémisme ! — de 7.152 francs. Le ridicule ne tue plus. Il y a des coups de pied au derrière qui se perdent.

Le prolétariat doit se souvenir, en temps de fièvre ondulatoire, qu'il se bat depuis sa naissance, contre un ramassis de gens qui pondent des lois et règlements ou les font appliquer, tous ligés contre lui, le prolétariat du bureau, ou de l'atelier, avant de crier : « La Corée aux Coréens », ou « Vive la démocratie », croyant penser avant tout qu'il y a un sacré moment qu'il court la tête sous les punitions et la peur du chômage. Or, ces malades ont des responsables. Ils sont aussi bien en Russie qu'en Amérique.

Mais ils sont aussi à quelques mètres de nous...

La Terre

On nous écrit :

Nous recevons d'une lectrice, une lettre fort intéressante. Nous nous faisons un plaisir de l'insérer.

N.D.L.R.

Monsieur le Directeur,

Je me permets de vous soumettre ci-dessous, les conditions de travail faites aux ouvriers agricoles actuellement employés aux moissons dans le département de Seine-et-Marne, l'un des plus riches de France, comprenant des gros domaines de 1 à 600 hectares, qui assurent à leurs propriétaires, de substantiels revenus.

Conditions d'embauche : 53 fr. 50 de l'heure, 10 à 11 h. de travail effectif, 9 h. de payées.

180 francs de retenue par jour pour la nourriture. Dimanche, jours de fête, heures perdues en raison du mauvais temps, non payées naturellement.

Les journaliers sont hébergés dans de mauvaises baraquées blanchies à la chaux. La literie comprend une mauvaise paillasse faite de menuie, paille enfermée dans des sacs de jute, changée une fois l'an, un sac à viande, une couverture. Aucune commodité — 1 seau pour quatre pour la toilette — water-closets inexistants.

La nourriture se compose de café au lait froid, accompagné d'un quignon

de pain sec pour le déjeuner du matin.

A midi, une soupe, un morceau de viande, un plat de légumes.

Le soir une soupe, un plat de légumes. De temps à autre, des œufs.

Pouvoirs publics, organisations syndicales, restant indifférents devant les conditions honteuses de vie faite aux travailleurs de la terre (et je ne parle pas de la manière dont sont commandités ces ouvriers), j'en appelle à l'opinion publique par le truchement de votre journal.

Et il est plaisant de lire Gray lorsqu'il écrit plus loin : « Les salariés s'établissent... simplement au niveau pratique que la métallurgie parisienne. »

Mais la classification des fonctions est autrement conçue. Elle résulte d'une étude rationnelle de chaque poste, d'après une série de critères : instruction et expérience requises... degrés de responsabilité... et qualités personnelles... une note est attribuée à chacun d'eux et la somme donne la cote de l'emploi... »

Je pense qu'il appartient à un journal comme le vôtre de dénoncer cette exploitation, de faire savoir aux gros propriétaires que nous ne sommes plus à une époque où les ouvriers sont taillables et corvétaires à merci, et que si l'appréciation du gain leur fait perdre tous sens de solidarité humaine, il pourraient bien se faire que les ouvriers excédés imposent par la force leur droit de vivre avec dignité. Les Jacqueries ne sont pas des légendes sans fondement.

Paulette HAMANT.

devait par la suite arguer d'une erreur de bonne foi par manque d'information.

Il faut citer Alexandre (S.-et-O.) et Guibert (Cantal), qui posèrent — il est vrai sans le résoudre — le véritable problème de la paix, qui démontrent la vanité des appels en faveur de telle ou telle paix, l'illusion des contrôles atomiques, de l'humanisation de la guerre, et qui se sont élevés contre la fausse discrimination entre les guerres justes et les guerres injustes. Leurs interventions furent assez écoutes et appréciées.

Le vétéran Quélavoine (retraité S.-et-O.) constata amèrement la régression du syndicalisme révolutionnaire.

Sur cette deuxième journée, qui devait être en principe la Journée capitale, les impressions peuvent être ainsi résumées :

— Beaucoup de redites fatigantes, vice habituel des Congrès. Les interventions se font dans un murmure confus de bavardages — et je suis modeste ! — L'attention est partielle, les rappels au silence fréquents. Et ceci s'explique facilement : les tendances sont cristallisées, et aucune intervention ne saurait changer, en matière de vote, la décision des congressistes, porteurs de mandats fermes et précis.

— Plus que jamais les considérations d'ordre politique entrent en ligne de compte et accusent les cégétistes de révoltes contre la même régularité. Cependant, ces avatars sont normaux, car ils sont la conséquence de points de vue, de positions contradictoires, selon les moments de l'histoire. Si les attitudes viennent et changent, les faits et les textes demeurent. Il n'y a plus qu'à les consulter. D'autre part, dans la mesure où les critiques cégétistes étaient justifiées, elles étaient fréquemment dissonantes, car c'est une maladise que reprocher au voisin de faire ce que soi-même on fait, ou l'inviter à faire ce qu'on se garde de faire soi-même. Et dans ce milieu instable, cette obligation maladive dresse chaque vivement.

— Il y a enfin une chose excellente à constater dans ce Congrès, c'est la liberté totale d'expression dans l'échange de points de vue et les critiques, et cette manifestation probante de la démocratie syndicale est tout au bénéfice et à l'honneur du syndicat autonome des instituteurs.

Le secrétaire général Aiguperse s'est défendu dans l'ensemble avec clarté et souvent avec honneur, sans recherche oratoire.

Le rapport moral présenté par la majorité fut adopté finalement par 944 mandats contre 424 et 54 absences.

Les journées suivantes ont été consacrées aux prolongements de l'école primaire dans le cadre d'une réforme de l'enseignement, à l'organisation de la carrière d'instituteur, aux modifications des statuts, aux relations internationales, à la défense laïque et aux motions diverses. Ces questions présentaient presque toutes un intérêt indiscutable, d'un point de vue anarchiste, autant que d'un point de vue général ou corporatif. Nous y reviendrons donc, au cours de prochains articles.

K. DUVAL.

L'affaire des squatters

On nous informe que le groupe anarchiste d'Angers est intervenu publiquement en faveur des squatters accusés, et qu'il est décidé à poursuivre le soutien effectif de ces victimes d'une justice de classe, accusées en réalité d'avoir appliqué par l'action directe, le principe du communisme libertaire « à chacun selon ses besoins », en fournisant des logements aux plus spoliés des Angervins au détriment des financiers, agitateurs et autres trafiquants patents.

Il est montré l'immoralité du système qui ne vaut pas mieux que le système de collaboration Etat-travail en URSS, et qui, dans l'un et l'autre cas, se traduit par profit pour les uns et travail forcé pour les autres.